

Changement climatique : réorienter la recherche, vite et massivement

N'en déplaise aux amateurs de vérités alternatives, la crise climatique est une donnée incontestable à laquelle une nouvelle COP tente d'apporter des solutions. Sans inflexion rapide, le réchauffement de la planète se dirige vers +3 °C d'ici la fin du siècle ([Gas Emission report 2024](#)). Même TotalEnergies convient cyniquement que l'objectif de +2°C est d'ores et déjà hors d'atteinte tandis que la Cour des Comptes alerte sur « le coût de la transition, bien inférieur à celui de l'inaction, [qui] va croître avec le retard pris dans la conduite des transformations ». Les conséquences économiques et géopolitiques déjà importantes seront considérables, voire insupportables pour nos sociétés : désorganisation des chaînes de valeur, hausse des coûts de l'énergie, tensions sur les ressources et les mouvements de population, perte de compétitivité pour les pays les plus dépendants, augmentation de la pauvreté et des fragilités. Si l'inertie du système Terre rend les dégâts irréparables à l'échelle humaine, il est encore temps d'agir pour stopper le réchauffement et s'adapter à un climat dégradé pour autant que chaque acteur prenne sans attendre ses responsabilités.

La Cour des comptes a récemment pointé le faible engagement du système d'enseignement supérieur et de recherche français sur les enjeux climatiques. Comme si l'urgence climatique était une question périphérique largement réservée aux acteurs historiques comme les contributeurs au GIEC. Comme si nous, chercheurs, attendions que la solution vienne d'ailleurs. Si quelques actions de formation et de recherche existent, elles sont plus proches du greenwashing que de l'action réelle, loin de la mobilisation qu'exige un enjeu crucial et urgent.

Face à cette réalité, la France doit réexaminer radicalement la manière dont elle mobilise sa recherche publique et nous, scientifiques, avons les moyens d'initier ce réexamen. Le sujet n'est pas seulement scientifique : il est stratégique. La question est simple : à l'heure où les États-Unis se détournent des enjeux climatiques, peut-on transformer une menace en une opportunité, comme l'histoire des crises majeures a pu parfois nous le montrer ?

Une réorientation et une mobilisation provisoires d'ampleur de notre recherche sont nécessaires pour affronter cette crise. Le CNRS en tant qu'acteur central de la politique scientifique nationale doit en particulier – mais pas seulement – jouer un rôle moteur et entraîner l'ensemble du système universitaire. Cela suppose réallocation et concentration des moyens existants – humains, financiers et techniques – vers les technologies de décarbonation, l'efficacité énergétique, les matériaux durables, l'adaptation aux risques climatiques... Cette réallocation ne suffira pas, loin de là. Et elle ne fera pas que des heureux. Mais elle est indispensable pour produire les technologies de demain, pour mettre en cohérence nos discours et nos actes, pour contribuer à la prise de conscience par les décideurs économiques et politiques de la gravité et de l'urgence de la situation. Cela ne signifie pas renoncer à l'excellence, mais la redéfinir. L'exemple du CERN, laboratoire international de physique des particules, est révélateur : la contribution française dépasse 170 millions d'euros par an, et le futur collisionneur à l'étude, dont l'implantation serait à 80 % en France, pourrait demander à ses partenaires au total 35 milliards d'investissement. Sa consommation électrique serait équivalente à celle d'une ville de 200000 habitants. Dans un contexte de transition énergétique et de difficultés budgétaires, de tels choix doivent être réévalués avec lucidité et courage. Et oui, pendant un temps, il faudrait sacrifier un peu de sérendipité pour de la recherche à mission.

Réorienter la recherche n'est pas défensif : c'est un investissement stratégique. Les technologies et infrastructures vertes sont les marchés des prochaines décennies. La transition climatique doit devenir une opportunité économique, sans quoi, recherche et technologies seront sans impact. L'attitude délétère des États-Unis peut nous permettre d'avoir droit de cité, aux côtés de la Chine notamment, dans l'émergence d'une économie verte indispensable à la survie de la planète. Le rapport Draghi estime que l'Europe doit investir 750 à 800 milliards d'euros par an pour rattraper son retard technologique et énergétique. Les pays capables de faire converger recherche, innovation et industrie seront les gagnants de la nouvelle économie mondiale. N'attendons pas ces investissements, indispensables, et mettons la recherche en ordre de bataille.

La France dispose des compétences scientifiques et industrielles pour jouer ce rôle. Encore nous faut-il tirer les leçons de notre échec dans la course au vaccin COVID, avec dans cette période exceptionnelle, une recherche aux priorités claires et assumées, dédiée à des résultats concrets, à la gouvernance plus intégrée : il faut aller au-delà des priorités de façade aux financements saupoudrés, donc gaspillés.

Réorienter massivement la recherche n'est pas une option : c'est la condition pour que la France reste dans la course de la lutte mondiale contre le réchauffement climatique. Or si, comme il a été dit, la limitation du réchauffement n'est pas à elle-seule « un projet de société », elle est un *impératif de tout projet de société*.

Yves Laszlo, Professeur à l'Université Paris-Saclay

Le Monde, 20 novembre 2025